

Nuestro Himno

Sans que l'on en parle beaucoup, du moins de ce côté-ci de la frontière, le printemps 2006 a donné lieu aux plus grandes manifestations pour les droits civiques de toute l'histoire des États-Unis. Le 25 mars, en effet, plus de 500 000 personnes, selon les estimations de la police, ont défilé calmement dans les rues de Los Angeles pour protester contre un projet de loi fédéral sur l'immigration illégale, qui avait déjà obtenu l'aval de la Chambre des représentants mais pas encore celui du Sénat. Le nombre impressionnant de participants à cette *Gran Marcha* a surpris même les organisateurs. Quelques semaines plus tard, entre le 9 et le 11 avril, d'autres manifestations se tenaient dans plus de 100 villes du pays. Le premier mai, une « journée sans immigrants » était organisée, encore une fois avec un succès remarquable. Plus d'un million de personnes ont à nouveau défilé, dont 500 000 à Los Angeles, 400 000 à Chicago et 200 000 à New York.

Le projet de loi à l'origine de cette vaste mobilisation, adopté par la Chambre des représentants en décembre 2005, faisait de l'immigration illégale un crime et prévoyait une série de mesures pour renforcer les contrôles, incluant l'édification d'un mur de plus de 1100 kilomètres le long de la frontière. Dans un contexte hostile aux immigrants illégaux, ce projet a engendré un véritable mouvement social, qui exprimait à la fois une quête de reconnaissance et une demande de justice sociale. De reconnaissance, d'abord, puisque c'est en espagnol et souvent avec des drapeaux du Mexique et de l'Amérique centrale que se sont exprimés les manifestants. De justice sociale, ensuite, puisque le choix du premier mai, l'appel à la grève, et le discours sur les droits des travailleurs faisaient aussi de cette mobilisation un mouvement ouvrier, dans un pays où les syndicats sont faibles et où les chefs des grandes entreprises gagnent 262 fois plus en une année que les salariés moyens.

La diffusion, le 28 avril, d'une version espagnole et hip-hop de l'hymne national américain, *Nuestro Himno*, est venue renforcer la dimension culturelle du conflit, amenant notamment le président Bush à déclarer que ceux qui aspiraient à devenir

citoyens américains devraient accepter de chanter le *Star-Spangled Banner* dans sa version originale.

Le 25 mai, le Sénat adoptait sa propre loi sur l'immigration qui favorisait une approche moins dure, en proposant notamment d'offrir une avenue vers la citoyenneté à un certain nombre d'illégaux. Le président Bush, qui appuyait l'approche du Sénat, avait également mis de l'avant un programme plus souple permettant d'accueillir des travailleurs invités, avec toutefois des contrôles sévères à la frontière, incluant le déploiement de 6000 membres de la Garde nationale.

Les Républicains étaient déchirés entre la volonté de maintenir au pays des travailleurs appréciés par les entreprises, la nécessité de ne pas rompre avec un électorat hispanique de plus en plus important, et les attentes d'une partie de leurs commettants préoccupée par l'immigration et le respect des lois. Un courant anti-immigration se manifestait en effet dans plusieurs États, donnant même naissance à des mouvements radicaux, comme les *Minutemen*, des milices volontaires qui se donnaient pour mission de patrouiller elles-mêmes la frontière.

Pour les États-Unis, l'immigration mexicaine constitue un enjeu majeur. Entre 1970 et 2000, le nombre de Mexicains résidant aux États-Unis a été multiplié par dix, pour atteindre environ 9 millions de personnes, dont la moitié dans l'illégalité. Près de 9% des Mexicains habitent maintenant aux États-Unis, où ils constituent une force économique et politique véritable. Les manifestations de 2006 exprimaient cette force d'une façon nouvelle, tout comme l'avait fait l'élection en mai 2005 du premier maire hispanique de Los Angeles depuis 1872, Antonio Villaraigosa.

Sous la présidence de Vicente Fox, le Mexique a aussi pris acte de cette évolution, en reconnaissant la contribution économique des citoyens du pays vivant aux États-Unis. Les transferts de personne à personne constituent maintenant la plus importante source de revenus étrangers du pays après le pétrole. Le revers de cette situation, évidemment, c'est que le Mexique perd une partie importante de sa force de

travail. Qualifiant de « héros » les travailleurs à l'étranger qui rapatrient une partie de leurs revenus le président Fox a favorisé pour eux l'obtention du droit de vote aux élections mexicaines et il a cherché à convaincre les États-Unis de légaliser leur statut. Bien engagées à l'été 2001, les discussions à ce sujet ont été interrompues par le choc du 11 septembre et par les préoccupations accrues des Américains pour la sécurité.

Les récents débats américains sur l'immigration relançaient indirectement le processus initié par Fox. Mais ils donnaient surtout naissance à une nouvelle voix aux États-Unis, une voix populaire et hispanique qui prendra du poids dans les années à venir et qui, à sa façon, pourrait contribuer à donner un contenu démocratique à l'espace continental défini par l'Accord de libre-échange nord-américain.

Alain Noël est professeur titulaire au département de science politique de l'Université de Montréal.